

Size doesn't matter : vers une armée européenne

Autor(en): [s.n.]

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Revue Militaire Suisse**

Band (Jahr): - **(2007)**

Heft 3

PDF erstellt am: **14.08.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-346711>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern. Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.



COMPTE RENDU

Size doesn't matter : Vers une armée européenne

Rédaction RMS+

Avec 2 millions de militaires, dont 450 000 conscrits, l'Union européenne (UE) n'a pas à rougir face aux autres puissances. Cependant, en y regardant de plus près, on peut s'étonner que malgré ces ressources et ces investissements, seuls 10 % de ces troupes soient effectivement en mesure d'être déployées.

Le Dr Sven Biscop, chercheur à l'Institut royal des Relations internationales (IRRI) de Bruxelles, a été invité par le Groupe d'études stratégiques de l'Université de Genève (GESUG) afin d'éclairer les réflexions internes quant à l'évolution de la Politique de sécurité et de défense de l'UE (PESD) et la mise en place de nouvelles structures et outils de défense européens.

Le problème

Les forces de l'UE ne souffrent pas d'un problème de capacité, mais d'efficacité. Les forces sont soumises aux décisions et aux politiques des 27 Etats membres. Leurs objectifs restent largement inspirés par une politique de défense territoriale et autonome : une stratégie de prestige. Pourtant compétitifs à l'échelle internationale, les budgets sont largement rendus inefficaces par le poids des infrastructures, des échelons arrière et administratifs, sans parler des intérêts ou politiques industrielles et sociales locales.

Les solutions

La PESD vise à permettre à l'EU de mener à bien des opérations militaires. Actuellement, 8 000 soldats sont déployés dans ce cadre. Les capacités de réaction de crise doivent être renforcées dans le sens du *Headline Goal*, avec un objectif de 60 000 hommes. Actuellement, les Etats membres mettent à disposition de l'UE des « catalogues » quantitatifs de contingents. Il est souhaitable qu'à l'avenir, des unités soient spécifiquement désignées à ces fins, afin de pouvoir préparer les engagements interarmées par un entraînement et un équipement communs. Cette démarche de transparence permettrait de mettre en évidence les lacunes actuelles en matière de :

1. matériel de transports : navires et avions ;
2. senseurs et capacités de renseignements, satellites ;
3. quartiers généraux, états-majors et capacités de planification.

Deux mesures offrent, à terme, des solutions encourageantes : la mise en place des *EU Battlegroups* et la PEA. Les *Battlegroups* sont des corps de troupe de combat dotés d'éléments de soutien et d'appui, d'environ 1 500 hommes et déployables en 5 à 10 jours. Deux groupements de combat sont en alerte en

permanence, par rotation, constitués de contingents de divers pays. Ils peuvent être engagés en bloc ou par rotation selon la durée de l'engagement, peuvent servir de force de stabilisation ou d'avant-garde (*entry force*) pour un contingent plus important. La Politique européenne de l'armement (PEA) et l'agence européenne de l'armement sont une démarche empirique visant à regrouper les investissements, les efforts de développement et de production dans le domaine de l'équipement militaire. Le succès de l'appareil de transport A 400 M, commandé par 11 pays, en est un bon exemple. Mais à en juger par le nombre de développements parallèles de plates-formes de combat terrestres, aériennes ou navales, des progrès restent à faire.

Le rôle d'une « armée européenne »

L'agglomération de 27 armées nationales en une seule institution est difficilement envisageable et probablement peu rentable. En revanche, une approche flexible, par *clusters* de 2 à 5 pays dans un domaine particulier, est une option qui a fait ses preuves dans le domaine aérien, terrestre ou naval. On peut penser, notamment, au fait de *pooler* les ressources et les commandes de transport aérien. Les coûts de la recherche spatiale démontrent le bien-fondé de la mise en commun, ou du moins la coordination des efforts.

Conclusions

Rien n'est figé ou définitivement réglé. Beaucoup reste à faire. Même dans le cas d'une décision par la Commission européenne, la mise à disposition de *Battlegroups* reste conditionnée au *veto* de leurs Etats respectifs. Le rift s'élargit chaque année davantage entre l'UE et l'OTAN, alors que de nombreuses réflexions sont parallèles et que les moyens sont généralement identiques.

Enfin, selon Sven Biscop, l'UE vit actuellement une crise sérieuse, après le refus du Traité constitutionnel en France et aux Pays-Bas. Une véritable *enlargement fatigue* se constate dans l'opinion : le choix de l'approfondissement (*deepening*) ou de l'élargissement (*widening*) est à nouveau sur la table. Mais si cette question hypothèque la mise sur pied d'une véritable voix européenne dans le domaine des affaires étrangères, elle n'empêche pas la Commission de mettre sur pied, sur l'initiative de ses représentants, des accords et des agences dans le domaine de l'armement (PEA) ou de la défense (PESD). Comptons que dans ce domaine, les décisions soient plus pragmatiques que politiques.

Réd.